

J'ai dû louper un épisode...

les interviews de Pascale Fourier

Jacques Sapir, directeur de recherche à l'EHESS,

Interview du 18 Novembre 2008

Thème: la crise !

Partie 1/3 :

La fin du modèle néo-libéral ?

Pascale Fourier : À l'occasion de la crise financière, on a entendu parler de crise du capitalisme. Et Nicolas Sarkozy lui-même a parlé à un moment de la nécessité de refonder le capitalisme. Pour ma part, j'ai l'impression que de tels propos ne sont en fait que des écrans de fumée pour cacher la nature réelle de la crise. Est-ce que j'ai tort ?

Jacques Sapir : Je crois qu'il faut distinguer ce qui relève du discours politique et le constat qui, d'une certaine manière, est posé publiquement, même s'il n'y a pas de volonté d'aller au-delà de l'étape déclaratoire. Le fait qu'un président de la République, issu de la droite, qui plus est de la droite libérale, reconnaisse publiquement que les formes actuelles de fonctionnement du système capitaliste posent problème et doivent être changées, même s'il ne faisait rien - et on peut penser qu'il ne fera pas grand-chose - constitue déjà, en tant que tel, un élément important. La légitimité du système, dont on nous disait depuis une vingtaine d'années qu'il était le seul système possible, c'est-à-dire que fondamentalement il n'y avait pas d'alternative au capitalisme tel que nous le connaissions, c'est-à-dire au capitaliste

néolibéral, financiarisé et de libre-échange, cette posture du discours est aujourd'hui invalidée. Cela me semble être quelque chose d'important, que l'on doit noter, que l'on doit noter comme un symptôme de la crise, pas nécessairement comme un engagement de la part de M. Sarkozy et de ses alliés politiques à mener quelque réforme que ce soit.

DES FORMES DIVERSES DE CAPITALISME

Sur le fond maintenant, ce qui est en cause, c'est bien une certaine forme de capitalisme. Et il faut ici rappeler que le capitalisme, comme système économique, peut prendre des formes qui ont été historiquement très différentes, et qui sont géographiquement très différentes. Non seulement on pourrait dire que d'une certaine manière qu'il y a des « capitalismes nationaux », et qu'il y en a autant qu'il y a de nations, ou peu s'en faut, mais il y a par ailleurs des formes génériques, ou si l'on préfère des familles de capitalisme qui sont relativement différentes les unes des autres.

Et l'on voit bien aujourd'hui qu'il existe une forme que l'on peut considérer comme

américaine, ou anglo-américaine, ou néolibérale - le nom qu'on lui donnera importe peu - et qui se caractérise justement par la place donnée aux marchés financiers et à la finance en général, par le rôle qui est attribué au libre-échange, par la manière dont on fait pression sur les revenus salariaux pour augmenter les profits, par la structure de répartition du revenu, par la faiblesse du taux d'épargne - bref il y a toute une série de caractéristiques que l'on retrouve en commun.

Nous avons une autre forme de capitalisme qui s'est développée en Asie, qui est marquée à la fois par des aspects très libéraux sur certains points, par des aspects très étatistes sur d'autres, que l'on pourrait considérer comme étant un capitalisme de grandes entreprises, où la finance intervient assez peu en réalité, et qui connaît par ailleurs une variante plutôt étatiste en Chine et une variante moins étatiste au Japon ou en Corée.

Nous avons en Europe, des modèles -ou des « familles »- qui tendent à se spécifier. Nous avons des clones du modèle américain que sont l'Angleterre, l'Espagne et l'Irlande. Nous avons une forme tout à fait spécifique de capitalisme néo-mercantiliste en Allemagne, où d'une certaine manière on adopte le principe des délocalisations et où on s'en sert comme d'un instrument de puissance des entreprises au détriment de la population, puisqu'on voit bien que dans le même moment où l'Allemagne augmente son excédent commercial, les revenus internes stagnent, l'emploi industriel baisse, c'est-à-dire qu'il y a une désindustrialisation en même temps qu'il y a des gains à l'exportation. Et ce modèle d'ailleurs entre en crise aujourd'hui, et l'on voit que l'Allemagne est plus touchée par la crise que ne le sont France ou l'Italie. Et puis nous avons des pays comme la France et l'Italie, qui d'une certaine manière sont restés, malgré tout, d'une certaine manière, un peu plus fidèles à la forme traditionnelle de capitalisme que l'on avait depuis l'après-guerre, avec une intervention indirecte de l'État qui se traduit d'ailleurs par une pression sur les dépenses publiques. On sait bien qu'on peut stigmatiser ce modèle par le poids justement de sa dette publique, mais ce modèle aujourd'hui semble revenir vers une logique de l'intervention publique non

plus indirecte, mais directe, et d'une certaine manière Nicolas Sarkozy aujourd'hui se fait l'avocat du retour de l'État dans un certain nombre de secteurs de production à travers son idée d'un fond souverain français. Ce sont des choses qui sont connues.

Donc nous avons une grande variété de capitalismes. Je pourrais encore citer la forme qu'il a pris en Russie où on retrouve un poids extrêmement important de l'État, puisque la puissance publique doit faire entre 30 et 45 % des investissements.

Ce qui est intéressant c'est qu'aujourd'hui, on voit bien que la crise trouve son origine dans le modèle américain ou anglo-américain, ou néolibéral, tout ce que l'on voudra, et qu'elle frappe les autres capitalismes d'autant plus qu'ils ont cédé à ce modèle. Le modèle néo-mercantiliste allemand est d'une certaine manière plus proche du modèle américain que nous ne le sommes en France, et cela explique pourquoi l'Allemagne est plus touchée que la France par la récession actuelle, et le sera plus dans les mois à venir. Mais en France nous sommes d'autant plus touchés que nous avons nous-mêmes cédé sur un certain nombre de points au modèle américain.

UN MODELE RADICALEMENT DIFFERENT

Donc il y a là un vrai travail à faire pour essayer de penser un modèle qui soit radicalement différent, et qui ne subisse pas la pression exercée par le modèle americano-anglais ou néolibéral. Nous savons que les deux éléments qui déstabilisent un modèle spécifique de capitalisme sont les mouvements de capitaux et les mouvements de biens. Autrement dit, si nous voulons retrouver des marges d'actions en politique économique intérieure, pour reconstituer un modèle qui soit un modèle cohérent, - et je dis bien un modèle capitaliste, je ne me situe pas, pour l'instant, dans l'idée d'un dépassement du capitalisme : c'est un autre débat, je ne dis pas que ce ne soit pas un débat nécessaire, mais pour l'instant, je me situe uniquement dans la perspective de la mise en place d'un modèle de capitalisme qui serait réellement cohérent, capable d'assurer le plein-emploi, et viable d'une certaine manière. Eh bien cela demande de récupérer des marges de

liberté en politique économique, et cela passe par le contrôle sur les mouvements de capitaux et le protectionnisme. Tant que l'on n'aura pas fait sa révolution personnelle sur ces deux points, tant que l'on n'aura pas admis qu'il s'agit là des deux points cruciaux, tous les discours qui seront tenus sur de possibles changements, refondation, évolution, bref toutes les formules du discours politique possibles resteront des proclamations creuses et sans aucun avenir.

Pascale Fourier : Beaucoup vous diraient: « Mais on est dans la mondialisation, ça ne peut pas être autre chose, et même c'est bien... ».

Jacques Sapir : Il peut y avoir d'énormes différences dans les formes de mondialisation. Il faut une ignorance crasse, épaisse, pour prétendre que la forme de mondialisation que nous connaissons soit la seule possible. John Maynard Keynes, qui n'était pas un révolutionnaire, qui était quelqu'un qui souhaitait le développement du capitalisme à l'échelle mondiale, mais qui souhaitait que ce capitalisme soit un capitalisme de plein-emploi, expliquait dès 1941 que le contrôle sur les mouvements de capitaux et des formes modérées de protectionnisme étaient nécessaires à la stabilité d'un système mondial. Ce qu'il entendait par des formes modérées de protectionnisme, c'était un protectionnisme qui ne soit pas une autarcie, c'est-à-dire un renfermement complet. Bref, le contrôle des capitaux et des formes modérées de protectionnisme étaient nécessaires parce que justement ces deux formes permettaient de combiner à la fois des règles communes entre pays, évitant que des pays se constituent en prédateurs, sur d'autres pays, et en même temps laissant à chaque pays les marges de manoeuvres nécessaires à la mise en place de la politique économique que leur situation spécifique demande.

Donc il y a tout d'abord, au niveau de l'analyse, quelque chose qui relève soit de l'ignorance - et je pense que quand on est ignorant à ce point, il vaut mieux se taire - , soit qui relève de la démagogie, et je dirai de l'idéologie, et ceci à mon avis discrédite ceux qui tiennent de tels propos.

LA MONDIALISATION N'A PAS PROFITE A TOUT LE MONDE...

La deuxième chose que l'on peut dire, c'est que contrairement à ce qui est affirmé, là encore par des gens qui ne savent pas, qui n'ont pas regardé la réalité, le système que l'on a connu depuis une vingtaine d'années, et qui s'est, d'une certaine manière, radicalisé depuis une dizaine d'années, ce système n'a pas profité à tout le monde. Bien au contraire.

L'un des arguments que l'on donne souvent, c'est que la libéralisation des échanges aurait profité aux pays émergents, aux pays en voie de développement. Il faut être très clair, parce que les chiffres sont connus, et j'utilise là des chiffres qui ont été calculés, par la Banque Mondiale, si l'on enlève la Chine - et je reviendrai sur le cas chinois -, il n'y a aucun gain pour les pays en voie de développement ou les pays émergents. Aucun. Par contre, si l'on regarde ce que le libre-échange a coûté en pertes fiscales, parce que malgré tout le protectionnisme rapporte de l'argent aux budgets publics, et il est fait pour ça aussi, il y a bien une perte nette importante, pour les pays émergents et les pays en voie de développement.

Ajoutons que ce système provoque une instabilité du cours des matières premières, ce qui veut dire que l'on passe par des moments de hausse et des moments de baisse extrêmement importants sur des périodes très courtes. La question du prix des hydrocarbures, des prix du pétrole est ici tout à fait exemplaire. Nous étions à l'été 2007 autour de 50 \$ le baril, nous sommes montés au printemps 2008 à 145 \$, nous sommes en train de retomber, en novembre 2008 autour de 55 \$. Comment veut-on que des producteurs, comme des consommateurs, soient capables de faire le moindre calcul économique, donc le moindre calcul d'investissement, sur la base d'une telle fluctuation des coûts?

LE CAS SPECIFIQUE DE LA CHINE

Ce système n'a donc en réalité profité, largement, qu'à un seul pays : la Chine. Pourquoi ? Parce que la Chine s'est constituée en prédateur du commerce international. Alors je dois dire tout de suite que cette évolution de la politique chinoise

est une réaction, beaucoup plus qu'une volonté maligne, si vous voulez, de peser sur autrui. Il faut dire en défense des autorités chinoises qu'elles ont été confrontées à la grande crise asiatique, la grande crise financière asiatique de 1997, 1999, crises que les États-Unis et le Fonds Monétaire International ont été incapables de prévenir, de gérer, et de résoudre, et qu'en fait, si l'économie de l'Asie ne s'est pas effondrée, c'est parce que la Chine a absorbé le choc de cette crise. On ne dira jamais assez le rôle positif qu'a joué à cette époque-là la Chine, évitant à la crise financière asiatique de se transformer en une crise mondiale beaucoup plus grave que ce qu'elle a été. La Chine a fait ce que les États-Unis et le Fonds Monétaire International ont été incapable de faire.

Mais le choc a été tel que les autorités chinoises, prenant acte de l'incapacité du Fonds Monétaire International à agir de manière efficace et du désordre monétaire international qui réside de la dislocation du système de Bretton-Woods depuis la maintenant une trentaine d'années, prenant acte de cette situation, les autorités chinoises ont décidé de constituer un espèce de matelas de réserves qui leur permettrait d'absorber des chocs de ce type à l'avenir, je dirais « au moindre coût » pour leur stratégie de développement et pour leur population. Mais pour accumuler le niveau de réserves dont elles avaient besoin, elles n'avaient pas d'autre solution que de se mettre en position de prédation sur le commerce international, en menant une politique de déflation compétitive en Chine, qui s'est traduite par une compression du marché intérieur, donc à travers une compression des revenus, une compression des salaires, de manière à imposer des coûts extrêmement faibles, et à partir de ses coûts extrêmement faibles, à envahir massivement les marchés des pays développés, le marché américain d'abord, puis progressivement le marché européen.

Nous avons donc un pays, dont la taille, normalement impliquerait qu'il se développe sur son marché intérieur, puisque nous parlons quand même d'un pays qui fait 1 milliards 400 millions d'habitants, et qui se comporte comme Taïwan ou Singapour, qui sont de petites cacahouètes démographiques. Je ne dis pas ça pour

offenser les gens de Taïwan ou de Singapour, je compare simplement les poids démographiques respectifs. La Chine se comporte donc comme ces petits pays parce que les autorités chinoises savent que, dans le désordre monétaire et financier actuel, si une crise éclate en Asie, elles seront obligées de faire le travail d'ajustement que les institutions internationales ou que le système international ne fera pas.

On ne peut donc pas non plus leur reprocher totalement la stratégie qu'elles ont adoptée. Mais en même temps, cette stratégie est incompatible avec l'instabilité et de l'ordre mondial. Et on voit bien là où est la contradiction : l'instabilité de l'ordre mondial conduit les chinois à adopter un certain type de stratégie, mais la mise en œuvre de cette stratégie, parce qu'elle va se traduire aux États-Unis et en Europe par un effet de déflation salariale extrêmement fort, conduit aux pathologies que nous connaissons, le surendettement des ménages américains, le développement d'une finance qui repose sur des dettes qui sont portés par des acteurs aujourd'hui insolubles, États-Unis, Grande-Bretagne, Espagne, mais aussi d'une certaine manière l'Allemagne pour d'autres cas. Et donc nous voyons bien que ce système accroît d'une certaine manière l'instabilité de l'ordre mondial, alors que c'était lui-même une réponse.

LA CRISE: UN VIRUS MUTANT

Et je crois qu'il y a là un élément important pour la compréhension de ce qui se passe aujourd'hui. Nous ne sommes pas dans une situation où nous aurions un lien logique clair, il y a des causes, en voici les conséquences. Parce que bien sûr, nous savons des causes initiales : le désordre général du système international, la manière dont les États-Unis ont réalisé un hold-up sur le système monétaire, à travers le dollar, mais ça c'était quelque chose qui est très ancien... Je rappelle que la France, du temps du général De Gaulle, s'était déjà battue comme un chiffonnier avec les États-Unis sur cette question, dans les années 62,63,64, grosso modo jusqu'à la conférence de Rio de 1967, et même après, et ce jusqu'au moment où les États-Unis ont fait exploser le système de Bretton-Woods en renonçant à la convertibilité or du dollar, en laissant flotter leur monnaie. Donc, nous

savons bien qu'il y a une cause qui est très ancienne.

Mais derrière, les conséquences, c'est-à-dire les stratégies d'ajustement des pays font retour en permanence sur la cause initiale, en réactivent la virulence et l'impact, et engendrent de nouvelles conséquences. Le développement de la crise actuelle n'est pas un phénomène d'ordre linéaire, c'est un phénomène où les conséquences deviennent elles-mêmes les causes de nouveaux désordres qui engendrent de nouvelles conséquences qui elles-mêmes deviendront de nouveaux désordres. Et on peut dire d'une certaine manière que la crise, depuis qu'elle a éclaté sur le marché hypothécaire américain, ne cesse de muter, en raison de cette articulation constante, cause-conséquence, qui est une articulation dynamique, et non pas statique. Nous avons une crise qui est un objet mutant, comme un virus. Et qui mute de façon relativement rapide, prenant à chaque fois les politiques des Etats à contre-pied.